

LE CONTRE-PROGRAMME

Gérard Néel

Gérard Néel

Le Contre-programme

Suggestions pour un programme présidentiel

© Gérard Néel, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-0272-2

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'AUTEUR

Statisticien-économiste de formation (ENSAE 1969), passionné par l'économétrie et la modélisation sans doute parce que ces techniques rapprochent l'économie et plus généralement les sciences sociales des sciences dites « *exactes* », Gérard NÉEL fut d'abord modélisateur et économiste/prévisionniste à la Direction des Etudes du Crédit Lyonnais de 1971 à 1979. Il vécut alors une période fertile en événements exceptionnels et en débats féconds, avec la suspension par Richard Nixon de la convertibilité du Dollar en or (15 Aout 1971), le premier choc pétrolier, les débats sur les conséquences de la mise en œuvre éventuelle du « *programme commun* » (1977-1978), la participation aux travaux du groupe « *Monnaie-Croissance* » du Commissariat au Plan, aux débats de l'Association Française d'Econométrie Appliquée et à la vie de l'Association Française des Economistes d'Entreprises (AFEDE) où il fut Président de la Commission de Conjoncture, etc. Il a alors bénéficié de rencontres enrichissantes et d'apports conceptuels considérables notamment de la part de Madame Geneviève Vibert¹, du Professeur Jacques Le Bourva², de Jean-Michel Grandmont du CEPREMAP, de ses collègues Michel Rondenot³ et Alain Chaussard, ainsi que des participants au groupe Monnaie-Croissance du Commissariat au Plan (Thierry de Montbrial, Jacques-Henri David⁴, Louis et Vivien Levy-Garboua, Jacques Melitz, etc.).

Le goût du changement et l'intérêt porté aux marchés de matières premières l'ont alors conduit à travailler en Afrique pendant près de 10 ans, au cabinet du ministre⁵ de l'agriculture de la Côte d'Ivoire (1979-1984), puis au Congo Brazzaville (1984-1986, gestion des investissements publics) et enfin au Gabon (Chef du Projet Banque Mondiale d'appui à la planification, 1986-1988) à un moment critique où la baisse du prix du pétrole (le « *contre-choc pétrolier* ») a placé ce pays dans une position économique et financière difficile. Il participe alors à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de réforme économique (dit « *d'ajustement structurel* ») et aux négociations avec le FMI et la Banque Mondiale.

De retour en France en 1989, il conduit une opération de formation des cadres de la Direction Générale du Développement (DG VIII) de la Commission

Européenne sur les politiques dites d'ajustement structurel (Banque Mondiale) et les programmes de stabilisation du FMI. En 3 ans, plus de 200 cadres seront ainsi formés. Sur les 28 années qui suivront et dans divers cadres, il ne cessera jamais d'animer des formations en économie et finances publiques, à l'IIAP⁶, dans le cadre de missions de consultant où il y aura très souvent un volet formation, puis à partir de 2008 à l'Institut FORHOM, au CIFOPE et à l'Institut Perspectives (SOFRECO).

Il prend en 1993 la direction du département Economie et Management Public de SFC-Sedes-Cegos, puis en 1995, après la disparition de SFC, du Département Economie (puis Economie et Management Public) de SOFRECO, tout en continuant de faire comme consultant des missions nombreuses en économie, organisation administrative (réorganisation de ministères et d'administrations publiques diverses) et réforme budgétaire (dès 1998-2000⁷ en Zambie) en Afrique, puis en Europe Centrale, autour de la Méditerranée et enfin dans l'ex-URSS.

En 2005, il quitte son poste de Directeur à SOFRECO⁸ pour continuer en freelance son métier de consultant international en économie et gestion publique. Suivent alors des missions passionnantes, au Burundi, au Liberia et au Tadjikistan, qui mêlent management public et économie, y compris de nouveau la construction de modèles de prévision macro-économique.

A partir de 2009, son activité se concentre sur la formation en économie et management public (centrée sur prévision économique, la programmation financière et la réforme budgétaire) dans trois centres de formation : Perspectives (SOFRECO), l'Institut FORHOM (BDPA) et le CIFOPE. En parallèle, il est élu conseiller municipal du village de Champtercier (04) où il fera 2 mandats (2008-2014 et 2014-2020)

Au total, il aura travaillé dans 41 pays différents essentiellement en Afrique (francophone et anglophone), autour de la Méditerranée (Liban, Syrie, Tunisie et Algérie), en Europe Centrale et en ex-URSS.

Ouvrages et publications :

- Sur les taux d'intérêts en France, Jean-Michel Grandmont (CEPREMAP) et Gérard Néel, *Revue Economique*, 1973.
- PRECI : Un modèle de prévisions multisectorielles, Gérard Néel et Alain Chaussard ; *Revue d'Economie Industrielle*, 1979. Précédemment présenté au IVème Colloque d'Economie Appliquée à Strasbourg en 1975.
- Une approche des fluctuations de la demande de crédit en France, 1960-1973, Thérèse Bescond et Gérard Néel, *Revue Banque*, 1977.
- Comment préparer, discuter, négocier un programme d'ajustement structurel avec la Banque Mondiale – Document CEGOS-IDET – 1989.
- Les politiques Publiques en France : De la faillite à l'espérance. Gérard Néel, 2020.

PRÉAMBULE

« Pour atteindre la vérité, il faut une fois dans la vie se défaire de toutes les opinions qu'on a reçues et construire de nouveau tout le système de ses connaissances »

René Descartes

« La tolérance atteindra un tel niveau que les personnes intelligentes seront interdites de toute réflexion afin de ne pas offenser les imbéciles »

Dostoievski

Pourquoi ce livre ?

En ce début d'année 2022, à 2 mois d'une élection présidentielle et à 3 mois d'élections législatives dont il n'est pas du tout garanti qu'elles donneront au Président nouvellement élu ou réélu une majorité de Gouvernement viable, on ne peut que s'étonner de l'absence de projet politique cohérent et décliné sous forme de programme.

Il est vrai que la préparation d'un programme cohérent et dument évalué ne paraît pas une absolue nécessité pour certains candidats : au cours des élections précédentes beaucoup se sont contentés de produire des listes de mesures dont le coût (plus rarement le produit) budgétaire est quelquefois évalué (très sommairement), mais dont l'impact économique et social est le plus souvent ignoré ou décrit sur la base de mécanismes outrageusement simplifiés, le plus souvent sur la base d'une approche keynésienne mal comprise. En fait, les évaluations sont le plus souvent complaisantes, ignorant délibérément tous les effets secondaires négatifs des mesures proposées.

En fait, à ce jour un seul ensemble de propositions concrètes et assez cohérentes a été produit par « Les Gracques ».

Les Gracques ont produit un document intitulé « Le manifeste de la

dernière chance », titre un peu prétentieux (c'est nous ou le déclin ?), mais on peut penser que c'est pour attirer l'attention sur l'urgence. Les Gracques sont un collectif/ groupe de réflexion social-libéral. Ce groupe ouvert d'experts et de cadres de tous les secteurs a le mérite d'exister et de fournir **des propositions raisonnables et fondées sur des analyses explicites**, même si, ici ou là, certaines positions sont abusivement considérées comme acquises, ce qui conduit à des conclusions discutables.

Il s'agit donc d'une base sérieuse de débat, un débat qu'ils assurent souhaiter, ce qui est en soi une preuve d'honnêteté intellectuelle, nul n'étant détenteur de la vérité absolue. On notera :

- Que l'essentiel de la démarche est en soi très raisonnable : on cherchera donc plus à reprendre les idées, à gagner en précision et à ajouter ou à ajuster qu'à retrancher.
- Que les Gracques restent très conformistes par rapport aux idées à la mode et à la philosophie ambiante, même quand, en quatrième de couverture, ils prétendent ouvrir des pistes « iconoclastes ».

Le texte de la « France Positive » de Jacques Attali et de sa co-autrice Julie Martinez est intitulé « Faire réussir la France » et contient 30 « Réformes majeures » et 250 « actions urgentes ». Les sous-titres sont un peu inquiétants : quand tout est prioritaire, plus rien n'est prioritaire. Certes au cours des 20 dernières années, nos dirigeants n'ont jamais cessé de remettre à demain ce qu'ils auraient du faire hier. Nous avons donc beaucoup de dossiers en retard.

Après lecture, on décroche très vite : les propositions sont très vagues ou anecdotiques, reportent les solutions à des organismes divers ou à des « conférences » chargés d'élaborer des plans et, si on lit bien, conduisent à un accroissement phénoménal mais non chiffré des dépenses publiques, sans priorisation et avec un arrière-fond idéologique mentionné mais non défini. Il reste des constats intéressants et des idées certes foisonnantes, mais peu précises quant au calendrier et aux moyens. En bref, c'est une liste « à la Prévert », les anglophones diront une « *shopping list* », mais qui n'a pas de cohérence économique et financière. Ce n'est donc ni un programme, ni une ébauche de programme, mais une mine dans laquelle on pourrait piocher.

Ces deux textes constituent donc une base sérieuse et même si ce n'est pas mentionné, on s'en est évidemment inspiré.

Par contre, nous ne prendrons comme base de discussion :

- Ni les propositions de Monsieur Mélenchon qui nous sert de nouveau sans vergogne les mêmes propositions dont il sait pourtant qu'elles sont totalement irréalistes et qu'elles ne mènent à rien. Cela lui est totalement indifférent, puisqu'il sait qu'il n'a aucune chance d'être élu.
- Ni les propositions, même renouvelées et objectivement en progrès, de Madame Le Pen, pour à peu près les mêmes raisons.
- Ni les propositions de Madame Hidalgo qui restent, à ce jour, embryonnaires. On les mentionne cependant ponctuellement.
- Ni celles de la droite républicaine en attente de leur formalisation et de leur stabilisation.

LE RECUL DE LA RAISON

Une autre raison de l'écriture de ce livre est le constat du progrès de l'irrationnalité et du sectarisme dans les démarches de certains de nos hommes politiques, de certains de nos « *commentateurs* », etc... En fait, il n'y a pas que les woke et les complotistes de tout poil : dans presque tous les courants de pensée, on trouve aujourd'hui des individus souvent très visibles pour affirmer des vérités révélées sans le moindre début d'analyse ou d'évaluation rationnelle au nom desquelles ils jettent l'anathème sur toute contestation même partielle. La cause en est profonde et ancienne : elle tient, à mon avis et pour l'essentiel, à la disparition de la culture scientifique chez les philosophes. Au 17^{ème} et 18^{ème} siècles et jusqu'au tout début du 19^{ème} siècle la plupart des grands philosophes de Descartes, Pascal et Gassendi à D'Alembert et Condorcet étaient en même temps des scientifiques ou avaient au moins une solide culture scientifique ou au pire une grande ouverture aux sciences. Par contre, à partir de 1830, le verbe a remplacé le raisonnement, les philosophes sont des gens de lettre, qui raisonnent souvent par analogie, ont perdu beaucoup de capacité d'analyse et développent des idéologies normatives sur comment la société doit

être organisée. On peut s'interroger sur les causes, perte d'une élite pensante qui a été guillotinée lors de la terreur, concentration des scientifiques sur leur domaine de compétence à l'écart du politique (sauf Arago), craintes développées par une élite frileuse à l'égard des innovations, perte de recul des scientifiques eux-mêmes⁹ face aux innovations ? Nul ne sait, mais il est assez étrange qu'au moment même où le développement des sciences et techniques a bouleversé le monde, le petit monde des philosophes s'est mis à ignorer pratiquement la science et à se méfier des techniques. Cela devient catastrophique quand ces « *observateurs* » en viennent à commenter des statistiques¹⁰, comme on l'a vu sur l'analyse des données concernant la COVID 19. L'avant-dernier avatar de cette évolution est la méfiance exacerbée de nos penseurs et intellectuels « *modernes* » à l'égard des sciences de l'information. Plus récemment encore, la méfiance irrationnelle et même la franche hostilité manifestée par des minorités capables d'une violence inouïe et de manifestations quasi-insurrectionnelles à l'égard de la vaccination contre la COVID 19, appuyées sur une prétendue défense de la liberté et des raisonnements complotistes, montrent que le problème est sérieux et qu'il n'est pas limité à une partie plus ou moins inculte de la population.

L'inculture en matière scientifique, en matière de raisonnement élémentaire (ce qu'on appelle la logique), en matière d'analyse quantitative, etc. est beaucoup plus répandue qu'on ne croit et atteint sérieusement les élites. On y reviendra en particulier quand on traitera de la « *transition écologique* » et de la décarbonation.

Eclairer et approfondir ces débats est aujourd'hui essentiel pour débloquer la société et ses institutions et aborder de façon positive leur évolution.